

Des voix: Oh, oh!

M. Lamontagne: Un instant, je vous prie.

M. Broadbent: Attendons le mois d'août. Voulez-vous donner au pays le temps de se réchauffer?

M. Lamontagne: Voulez-vous une réponse oui ou non?

Mme le Président: A l'ordre. Les députés pourraient-ils laisser le ministre donner sa réponse?

[Français]

M. Lamontagne: Madame le Président, je crois qu'il faudrait peut-être attendre que la compagnie ou la Marine américaine donnent certaines clarifications sur les allégations parues dans certains articles de journaux et autres rapports qui ne sont pas complets. Il est évident que, lorsque nous sommes en train de tester un avion qu'on est en train de mettre au point, il est tout à fait normal qu'on y trouve des défauts. Le but de ces épreuves est de corriger ces défauts. Je puis dire que le secrétaire d'État à la Défense des États-Unis m'a confirmé de façon très certaine que les États-Unis et la Marine américaine, relativement au F-18 comme avion de combat, et aussi la société McDonnell-Douglas étaient engagés à se conformer aux spécifications inscrites au contrat.

[Traduction]

LA POSSIBILITÉ D'UN RETARD DANS LE CALENDRIER DE PRODUCTION

M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake): Madame le Président, si le ministre croit vraiment dans le baratin qu'il essaie de nous faire avaler, notre programme d'acquisition d'un nouveau chasseur est dans une situation encore plus problématique que je ne le pensais.

Le ministre peut-il nous dire pourquoi il est toujours le dernier à savoir quels sont les problèmes auxquels doit faire face le programme d'acquisition du F-18? Pourrait-il nous dire quand il s'attend à ce que soient résolus les plus récents problèmes et pourquoi il ne s'inquiète pas des retards possibles alors même que des porte-parole de la société McDonnell-Douglas ont déclaré que ces problèmes pourraient fort bien retarder la livraison de l'appareil.

[Français]

L'hon. J. Gilles Lamontagne (ministre de la Défense nationale): Madame le Président, je ne crois pas qu'il y ait toutes les précisions voulues dans ce que le député vient de dire. Il n'est pas question de délai dans la fabrication du chasseur F-18. Je devrais lui dire aussi que nous sommes avisés immédiatement dès qu'il y a des défauts ou des corrections à faire, que nous avons une équipe d'une centaine de personnes à St. Louis même, à la manufacture du F-18, qui contrôlent et surveillent constamment le développement du F-18, et la Marine américaine fait de même. Alors avec ces assurances, madame le Président, je crois qu'on peut dormir en paix.

Questions orales

[Traduction]

STATISTIQUE CANADA

L'EXAMEN DE LA LISTE DES PRODUITS SERVANT À ÉTABLIR L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Approvisionnements et Services. Comme l'association des fabricants canadiens de produits alimentaires a récemment contesté l'indice des prix à la consommation, disant qu'il ne reflète pas avec exactitude la hausse du prix des aliments, le ministre peut-il nous dire si Statistique Canada a examiné la liste des produits qui servent à établir l'indice pour s'assurer qu'en fait elle est bien typique des achats du consommateur moyen?

L'hon. J.-J. Blais (ministre des Approvisionnements et Services): Madame le Président, je suis heureux d'accepter la question de l'honorable représentante à titre d'instances. D'après les renseignements dont je dispose, il semble qu'on ne projette pas de modifier le contenu du panier d'aliments, du moins pas dans un avenir immédiat. Par ailleurs, nous suivons de près les instances qui nous parviennent des consommateurs et nous en tenons compte.

* * *

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'IMPORTATION DE VOITURES JAPONAISES

M. Otto Jelinek (Halton): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie, du Commerce et des importations japonaises.

Des voix: Oh, oh!

M. Jelinek: Hier, le gouvernement japonais a proposé que les constructeurs de voitures japonaises réduisent volontairement de 7 p. 100 leurs exportations aux États-Unis. Je voudrais demander au ministre quelles assurances il peut nous donner que cette réduction des importations aux États-Unis n'aura pas pour effet d'accroître notablement la part des exportations de voitures japonaises destinées au Canada. Au cas où le volume des importations continuerait à augmenter, promettra-t-il de remettre sa démission, comme il l'a fait dans le cas des taux d'intérêt?

Deuxièmement, peut-il par la même occasion informer la Chambre du résultat des discussions que la délégation canadienne a tenues la semaine dernière au Japon à ce sujet?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, le 8 avril dernier, j'ai convoqué l'ambassadeur du Japon pour l'aviser au nom du gouvernement que si le gouvernement japonais prenait des mesures pour restreindre les exportations aux États-Unis sans prendre des mesures identiques à l'égard de ses exportations au Canada, nous envisagerions alors de prendre les mesures unilatérales qui s'imposent dans le cadre de nos lois et en fonction des conditions du marché canadien.

Le groupe de travail qui a été envoyé au Japon avait pour objectif de bien le faire comprendre aux autorités japonaises. En attendant, nos entretiens se poursuivent.